



UNION DÉPARTEMENTALE
DES SYNDICATS
cgt-FORCE OUVRIÈRE
DE LA GIRONDE

Revendiquer, Défendre les libertés : Nous sommes déterminés !

Le Comité Général, regroupant les secrétaires et militants de tous les syndicats de l'Union Départementale Force Ouvrière de la Gironde, réaffirme son opposition et sa détermination à combattre les politiques destructrices et liberticides imposées par le gouvernement.

Pendant près d'un an, des millions de manifestants, soutenus par la majorité de la population, ont exprimé leur opposition ferme par la grève et la manifestation à la réforme des retraites. Le gouvernement Macron/Borne a utilisé tous les artifices possibles pour la faire passer en force et l'appliquer au 1^{er} septembre 2023.

Après le scandale des Ehpad, celui des crèches avec un gouvernement de va-t-en-guerre qui déverse des milliards au profit du capital financier. L'Hôpital, l'École et tous les services publics minutieusement démantelés et offerts, sous fonds de dotations publiques, aux mains du privé et des spéculateurs, sont à l'agonie. Une situation révoltante et ce dans un contexte d'inflation galopante, d'effondrement du pouvoir d'achat.

Le gouvernement est l'instigateur de cette situation et en porte l'entière responsabilité.

Nous ne sommes pas dupes : il invite les représentants des grands groupes de distribution de l'alimentation et du carburant à « *faire un geste* », et convoque les Confédérations syndicales à une conférence pour accepter de « *serrer un cran à la ceinture* » des salariés, chômeurs, étudiants, jeunes et retraités. Dès lors, le Comité Général approuve la décision de la Confédération FO de refuser de participer au Conseil National de la Refondation et n'accorde pas plus d'intérêt à la Conférence Sociale, dernière marotte du gouvernement pour inféoder les organisations syndicales.

Nos revendications sont claires et affirmées :

- Augmentation immédiate des salaires et des pensions : Augmentation du SMIC à 2 000€ brut, augmentation de 10 % des salaires, pensions et traitements, ouverture de vraies négociations dans toutes les branches pour aucun minima en dessous du smic
- Maintien et rétablissement des services publics : Investissements et recrutements statutaires à hauteur des besoins dans tous les secteurs
- Défense des protections sociales et acquis sociaux : Retrait de la réforme des retraites et de l'assurance chômage

17/19 quai de la Monnaie
33080 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 95 07 50

udfo33@force-ouvriere.fr

<http://33.force-ouvriere.org/>

Sur cette base, nous sommes déterminés à agir, dans l'unité la plus large possible, pour les faire aboutir : par la réunion des salariés, le développement du rapport de force, la construction de la grève et la manifestation. Ces libertés syndicales, fondement d'une démocratie, sont non négociables. Or, le Comité Général constate qu'une répression sévère est mise en œuvre par le gouvernement Macron/Borne face à toute contestation des politiques menées, que l'action syndicale est criminalisée et les libertés démocratiques menacées suivant les consignes de maintien de l'ordre données.

Le Comité Général approuve les prises de positions fermes et régulières de l'UD FO 33 sur les libertés démocratiques, notamment, la dernière « *ACTE 2 - Arrêt immédiat des poursuites envers les camarades de la CGT Energie ! Pas touche au droit de revendiquer, manifester et faire grève !* », appelant à se joindre au rassemblement devant la Préfecture de Bordeaux le 6 septembre.

Le Comité Général soutient tous ses militants, adhérents qui sont aux côtés de toutes celles et ceux qui refusent cette dangereuse escalade autoritaire du gouvernement, à l'occasion des diverses mobilisations et initiatives, comme la marche du 23 septembre, en défense des libertés démocratiques avec leurs autocollants et drapeaux FO s'ils le souhaitent.

Le Comité Général considère que cette répression d'Etat grandissante constitue une menace pour la démocratie et l'existence même du syndicalisme libre et indépendant. Il invite les syndicats à se saisir de cette question dans le cadre de leurs instances, des assemblées générales de rentrée dans les entreprises, les services, les établissements et à se déterminer librement sur la base de nos revendications, afin de construire le rapport de force pour faire reculer le gouvernement et obtenir gain de cause sur nos revendications.

Adoptée à l'unanimité des 71 présents

Bordeaux, le 15 septembre 2023